

RÉDACTION  
BUREAU D'ABONNEMENTS  
Lausanne, Rue St-François 20.

On s'abonne, en Suisse, en Allemagne et en Autriche, dans tous les bureaux de poste. Les abonnements partent du 1<sup>er</sup> ou du 15 de chaque mois.

PRIX D'ABONNEMENT  
Un an 6 mois 3 mois  
Suisse ..... Fr. 20 10 50 5 50  
Union postale ..... » 26 13 50 9 50  
Prix du numéro : 10 centimes.

# GAZETTE DE LAUSANNE

## ET JOURNAL SUISSE

FONDÉ EN 1799

ANNONCES  
HAASENSTEIN & VOGEL  
Lausanne, Place de la Palud 24  
Montreux, Vevey, Genève, Neuchâtel, Chaux-de-Fonds, Fribourg, Saint-Maur, Delémont, Bienne, Bâle, Berne, Zurich, St-Gall, etc.

PRIX DES ANNONCES  
Pour l'étranger..... 25 centimes la ligne.  
Pour la Suisse..... 20 centimes la ligne.

Toute lettre et tout envoi doivent être affranchés.

LAUSANNE, 17 novembre 1891.

### BULLETIN POLITIQUE

C'est aujourd'hui que le Reichstag allemand reprend ses séances. Ce n'est pas une session nouvelle qui débute. Ce n'est qu'une reprise après de très longues vacances. Aussi n'y aura-t-il pas de discours du trône.

L'ordre du jour fourmille de questions importantes : nouveaux crédits militaires pour la refonte complète de l'artillerie ; budget de 1892 ; traité de commerce avec l'Autriche-Hongrie ; loi sur les caisses de malades et beaucoup d'autres.

A son passage à Wittenberg, le prince de Bismarck a déclaré qu'il n'assistera pas aux débuts de la session, d'abord parce que ce n'est pas nécessaire, ensuite parce qu'il n'a pas de logement à Berlin. Le deuxième motif est assez curieux.

On s'attend à d'assez vifs débats sur l'immunité parlementaire, au mépris de laquelle un tribunal saxon vient de condamner le député socialiste Schmidt à dix-huit mois de prison pour délit de presse.

Malgré les démentis répétés des dépêches officielles, le mouvement séparatiste dans la province de Rio-Grande-du-Sul paraît avoir une certaine importance. Une dépêche affirme que la junte insurrectionnelle dispose déjà d'une armée de quarante mille hommes, qu'elle a deux monitors et trois canonnières et se dispose à faire une vigoureuse résistance à la flotte du dictateur. Un conflit est imminent.

Placée à l'extrémité sud du Brésil, dans une zone relativement tempérée, composée d'une série de plateaux s'élevant au-dessus de l'échelon de l'Océan au bassin supérieur de l'Uruguay, dotée par la nature d'une sorte de mer intérieure, la grande lagune des Patos, à l'extrémité de laquelle se trouve Porto Alegre, ville de 70,000 âmes et capitale de la province, Rio-Grande occupe une superficie qui équivaut presque au tiers de la France, et son développement est de beaucoup supérieur à la moyenne des Etats confédérés du Brésil.

Cette province a une superficie de 236,000 kilomètres carrés et une population de 650,000 habitants, dont près de 200,000 immigrants allemands. C'est surtout la région du bétail et des céréales. Comme le climat y convient aux Européens beaucoup mieux que dans les régions tropicales du Brésil, c'est surtout de ce côté que s'est portée l'immigration.

Le mouvement de révolte contre le coup d'Etat de Deodoro ne se bornera peut-être pas à cette seule province. Il n'est pas impossible que le Brésil soit à la veille de se disloquer. On parle de soulèvements analogues à Para, à Bahia, ailleurs encore. L'ancienne monarchie de dom Pedro a une immense étendue. Sa superficie dépasse huit millions de kilomètres carrés. Elle occupe le cinquième rang dans le monde sous le rapport de la superficie, après l'empire britannique, l'empire russe, la Chine et les Etats-Unis ; elle est seize fois plus grande que la France. Elle occupe presque la moitié de la superficie de l'Amérique du Sud.

Cette immense contrée a une population d'environ quatorze millions d'habitants. Le gouvernement central éprouve de grosses difficultés à faire sentir son autorité dans les provinces, à cause de l'éloignement des localités, du manque de voies de communication, de

l'inégalité des provinces sous le double rapport du territoire et de la population. La tâche de Deodoro ne sera donc pas facile, si on s'insurge sérieusement contre sa dictature.

Le gouvernement du généralissime est absorbé dans ce moment par de grands devoirs. Il prépare de superbes fêtes pour célébrer le deuxième anniversaire de la révolution dont il est issu. On ne dit pas si les créanciers du Brésil y seront conviés.

D'après l'agence Havas « des personnes autorisées de la colonie brésilienne de Paris » ont reçu de l'empereur dom Pedro II une déclaration d'après laquelle l'ex-souverain « voyant avec la plus profonde douleur les événements qui conduisent fatalement au démembrement du pays, est prêt à retourner au Brésil, si la nation réclame sa présence, afin de rendre, dans ses vieux jours, un dernier service à l'union, à l'intégrité et à la grandeur de la patrie ». Rien n'indique que ce soit la autre chose qu'un vœu pieux.

Le Nord, organe de la chancellerie russe, publie la très suggestive note que voici :

La Russie — ce n'est pas d'aujourd'hui qu'elle a donné des preuves — s'abstient soigneusement de toute ingérence dans les affaires intérieures des autres puissances. Vis-à-vis de la France, cette réserve s'augmente de tout le désir d'éviter de froisser la moindre susceptibilité d'une nation amie. Est-ce à dire que l'opinion russe se désintéresse des affaires françaises ? Tout au contraire : elle les suit, depuis Cronstadt, avec plus d'assiduité et de sollicitude que jamais. Comment en serait-il autrement ; comment ne se préoccuperait-elle pas de tout ce qui semble menacer en France la stabilité et l'autorité gouvernementales, de tout ce qui est de nature à entraver le courant si caractéristique qui portait, il y a quelques mois, une grande partie des conservateurs à se rallier à la République ouverte et tolérante. Des épisodes tels que la nouvelle déclaration de guerre radicale et le triomphe d'une candidature révolutionnaire dans le Nord, ne sauraient laisser indifférents les amis russes de la France. Quand on songe à la solidarité forcée de la politique intérieure et extérieure qui, en tous pays, se forment sur la même enclume, et lorsque d'autre part on voit des journaux républicains de naissance, comme la République française, par la plume d'un de ses collaborateurs témoin oculaire de l'élection de Lille, signaler la reconstitution de l'ancienne armée du « mécontentement », et crier aux hommes d'Etat qui croient pouvoir l'oublier : « Prenez garde, il n'y a que deux politiques possibles : il faut céder ou il faut lutter ! » lorsqu'on lit cela et d'autres choses, il est bien permis d'éprouver quelque émotion...

A Dieu ne plaise que nous exagérions cette impression. Dans ce que nous écrivons, il ne faut chercher qu'une indication opportune, et rien de plus.

### L'élection du Conseil d'Etat de Genève.

Genève, 16 novembre.

Y. La journée du 15 novembre a montré que le parti démocratique genevois, après deux ans d'une excellente administration, d'une politique de conciliation et d'apaisement à définitivement conquis haut la main la majorité dans l'ensemble du canton.

Il y a deux ans, lorsqu'il arriva aux affaires, on avait prétendu qu'il ne devait la victoire qu'à un coup de hasard et à l'alliance inavouée des radicaux dissidents. Aujourd'hui, l'empereur par ses propres forces et contre ses adversaires réunis.

Pour calculer la force respective des trois partis en présence, il convient de comparer les chiffres obtenus par les derniers venus de chaque liste : M. Dunant, démocrate, 7490 voix, M. Henri Fazy, radical-libéral, 5794, et

M. Egger, radical-dissident, 590. D'autre part, M. Richard, porté seulement sur la liste démocratique, l'emporte, d'après les chiffres rectifiés, de 1542 voix sur M. Binder, dont le nom figurait sur les deux listes radicales.

On obtient à peu près le même résultat en prenant la moyenne des suffrages obtenus de part et d'autre par les trois candidats discutés.

MM. Ador et Dufour restent à près de 2000 voix au-dessous des candidats radicaux portés comme eux à double, MM. Didier et Fleuret. Ils avaient été rayés d'une « liste ouvrière » et d'une liste de « conciliation radicale » qui a grossi le nombre des voix des dissidents, MM. Héridier et Patru.

Quant au succès relatif de M. Vautier, auquel il n'a manqué que 132 voix pour être élu, je vous l'avais fait prévoir. Il est dû à un groupe de démocrates qui en est resté à la première décision du comité et a porté une liste « du maintien du Conseil d'Etat actuel ».

En somme, on n'est pas loin de la vérité en estimant à 1500 voix la majorité sur laquelle peut s'appuyer le Conseil d'Etat actuel confié, pour la période de trois ans, la direction de nos affaires cantonales. Il aura donc toute l'autorité nécessaire pour mener à bien la lourde tâche entreprise il y a deux ans.

D'une part, les démocrates maintiennent et renforcent leurs positions dans toutes les communes de la rive gauche et de l'autre ils gagnent le collège de la ville ; la liste démocratique obtient en ville une majorité moyenne d'environ 200 voix.

Jamais on n'avait vu une telle profusion de listes diverses, une telle abondance de combinaisons ingénieuses destinées à porter le trouble dans l'esprit des électeurs ; certains comités électoraux paraissent en général avoir une assez pauvre idée de l'intelligence moyenne du peuple souverain. A elle seule, l'imprimerie du Genevois a fourni cinq listes de titres très variés mais de caractères identiques, entre autres une liste dite de « représentation proportionnelle », et ce qui pourra vous paraître plus étrange encore, une liste catholique romaine patriote.

Les catholiques romains patriotes ne sont autres que ces fameux « non subventionnés » dont il a été tant question. Leur nombre ne doit pas être légion à en juger d'après la course qu'a fourni leur grand favori, M. Henri Fazy, lequel — passez-moi ces termes de sport — arrive beau dernier au poteau. Jamais les communes catholiques ne nous ont donné un vote plus compact. Décidément la campagne de l'évolution fazyiste est mal engagée ; l'organe de M. Python s'en est aperçu à temps et a interrompu la publication de ces « lettres de Genève » dont nous ne lirons la suite qu'en des temps plus propices. Il faut le regretter. Elles étaient intéressantes et bien écrites ; de jolis morceaux de prose de seminaire. L'auteur, dit-on, est curé d'une importante paroisse, près de Genève ; jusqu'à présent il n'a réussi à gagner à ses idées ni le clergé genevois ni les fidèles.

Le Genevois constate, non sans tristesse, que les catholiques ont méconnu ses bonnes intentions. Il rappelle le mélancolique souvenir de certain déjeuner à Bossy où l'on fit à M. Célestin Martin des propositions séduisantes. Mais l'intransigence de Mgr Mermillod aurait tout compromis. Les radicaux échoués, ajoute l'auteur de l'article en question, craignent désormais l'eau froide (lisez l'eau bénite). « Pour croire à de meilleures dispositions des catholiques romains ils attendront qu'ils soient

dirigés par des hommes indépendants : surtout ils attendront des actes. » Et le Genevois conclut fièrement : « Cette fois tirez les premiers, Messieurs les Romains. » Tirez quoi ? Les marrons du feu.

On a fait une remarque intéressante : c'est que dans la foule qui vers minuit, au Bâtiment électoral, a salué de ses longues acclamations les noms des nouveaux élus, les jeunes gens se trouvaient en majorité. C'est l'honneur du parti démocratique d'avoir su vaincre l'indifférence en matière de politique chez la jeunesse intelligente, et c'est ainsi un gage précieux pour l'avenir.

Lorsque le parti a été constitué, sur ses bases actuelles, et précisément par des éléments jeunes, la coterie radicale paraissait aussi omnipotente à Genève qu'elle peut l'être près de nous, en ce moment même ; aujourd'hui sa ruine est consommée. Les radicaux ne peuvent espérer revenir au pouvoir qu'avec d'autres hommes et une autre politique ; tel est le fait évident qui ressort de cette journée du 15 novembre dont nul n'avait osé attendre un résultat si décisif, et nous pensons que ce résultat, accueilli avec joie par nos amis de Vaud et de Neuchâtel, doit être pour eux un sérieux encouragement.

Genève, 16 novembre 1891.

T. — La joie est grande dans le parti démocratique, et certes elle est légitime. La victoire d'hier est en effet la plus complète et la plus significative qu'il ait jamais remportée. C'est par ses propres forces qu'il a vaincu et non par l'appoint des radicaux dissidents. MM. Richard et Dunant que ni ceux-ci ni les radicaux-libéraux ne portaient sont élus, tandis que M. Binder, qui figurait sur leurs deux listes, reste de 1200 voix en minorité.

La victoire est d'autant plus joyeusement fêtée qu'elle a été moins sûrement escomptée. Les prévisions pessimistes ne manquaient pas. La substitution, au dernier moment, de M. Didier à M. Vautier sur la liste démocratique, avait été ou mal comprise ou désapprouvée par beaucoup d'électeurs du parti. Une richesse exceptionnelle de listes avait envahi les bureaux de vote. Les adversaires divers de la liste démocratique avaient déployé une activité extraordinaire. Bref, les craintes étaient vives. Aussi la joie a-t-elle été d'autant plus grande lorsqu'à la fin du dépouillement de la ville on a su que M. Dunant battait M. Vautier.

Nous voici donc en possession, pour trois ans à moins d'imprévu, du gouvernement dont l'administration est ainsi solennellement approuvée par le pays. Le seul changement qu'il subit, le remplacement de M. Vautier par M. Didier, n'est pas pour l'affaiblir et le nouveau conseiller d'Etat sera, pour la plupart des questions, en pleine communion d'idées avec ses collègues.

Quant à M. Vautier, ce qui doit ajouter à l'amertume de sa déconvenue, c'est que ce sont des amis qui en sont la cause. S'ils n'avaient pas, pour faire pièce aux démocrates, lancé la candidature de M. Didier, M. Vautier était réélu comme ses collègues. Le comité radical a cru faire une habile manœuvre ; elle a tourné contre lui. On prétend maintenant que des efforts sont faits auprès de M. Didier pour l'amener à refuser son élection et laisser ainsi la place à M. Vautier. Je crois l'honorable président de la ville un homme trop sérieux pour se prêter à ce jeu. Quand on accepte une candidature à une des plus hautes fonctions de l'Etat et que celle-ci vous est accordée par l'en-

Bellet ?

— Je le présume.

— Et qu'est-ce que vous allez lui répondre, sans indécision ?

— Des politesses qui n'engagent à rien. Il faut gagner du temps... et prendre des renseignements...

— A la Sécurité des familles, célérité et discrétion ; ça ne vous servirait pas à grand-chose... Ce qu'il faudrait, ce serait d'amener tout doucement mon ami Bellet à faire quelque grosse sottise.

— Il est sur ses gardes, fit M. Vallencour.

— Oui, mais pas toujours. Et puis, nous attendons du renfort.

— Nous ? demanda l'excellente femme, interdite.

— Je m'entends ; oui, nous, vous... nous enfin.

Vous verrez cela. Gagner du temps, c'est notre devise.

Voulez-vous un conseil ?

— Je suis venue vous le demander.

— Des conseils, à moi ! à Léo ! soliloqua le jeune homme en manière de parenthèse ; voilà ce qu'il faudrait faire entendre à maman ! Elle en mourrait de joie, maman, si elle savait que des personnes sages et expérimentées ont recouru à moi dans leurs difficultés ! Eh bien, le voilà, ce conseil, je vous le donne sans marchander, certain, d'ailleurs, que vous ne le suivrez pas. Si vous le suiviez, ce n'en serait plus un, car ce qui caractérise les conseils, c'est d'être demandés et non suivis ; ne témoignez pas trop d'opposition, soyez prudent, ménagez, si j'ose m'exprimer ainsi, la chèvre et le chou... c'est Aristide, mon ami Aristide, le doux Bellet !

M. Vallencour regardait Léo sans trop comprendre ; tout à coup, le sourire s'épanouit sur son aimable visage.

— Parfaitement, dit-elle ; nous ne favoriserons point la contradiction. Me conseilleriez-vous de paraître approuver... momentanément ?

— De l'hypocrisie ? Chère madame, vous n'en seriez point capable ! Si vous pouvez vous maintenir à l'état de neutralité, ce sera déjà fort joli ! De mon côté, soyez certaine que je ne perdrai pas mon

semble de vos concitoyens sans distinction de parti, on ne décline pas cet honneur pour des motifs de pure camaraderie politique.

Ce qui est le plus encourageant pour le parti démocratique dans le résultat de la journée d'hier, c'est qu'il a gagné du terrain, depuis deux ans, dans toutes les communes. Telles d'entre elles, qui, il y a quelques années, étaient entièrement radicales, sont en majorité gagnées à la cause démocratique. Les avances du parti radical, solennellement annoncées ces derniers temps par le Genevois, ne se sont nullement réalisées. En ville enfin, la liste démocratique a réuni 2700 suffrages, et tous ses candidats ont obtenu la majorité, sauf M. Dunant, battu de 130 voix seulement par M. Vautier dans les circonstances spéciales que l'on sait.

Les conclusions à tirer du scrutin d'hier sont donc : progrès général du parti démocratique dans tout le canton ; débâcle des radicaux dissidents dont les candidats purs ne font que 600 voix ; désorganisation du parti radical qui n'a plus ni chef ni principe.

Il est vrai que le Genevois de ce matin a trouvé que la victoire d'hier est due à une minorité. Le peuple, suivant lui, a été battu hier. Il paraît que ce n'est pas le peuple qui a manifesté sa volonté. Laissons-lui cette arithmétique et ces raisonnements fantaisistes s'ils peuvent le consoler.

### NOUVELLES POLITIQUES

— Le grand débat sur les tarifs commença jeudi au Sénat. Un grand nombre d'orateurs sont inscrits, entre autres MM. Jules Simon et Challeme-Lacour.

— C'était hier l'anniversaire de la bataille de Coulmiers, dans laquelle, en 1870, le général Aurelle de Paladine battit les Bavarois sous le général von der Tann et permit à l'armée française de récupérer Orléans. Une imposante cérémonie a eu lieu à cette occasion sur le champ de bataille.

— On annonce la mort du général de division de Lacretelle, député monarchiste de Maine-et-Loire. Il était le fils de l'illustre historien, se distingua en Crimée et fit partie en 1870 du corps de Mac-Mahon, sous les ordres duquel il combattit à Wörth et à Sedan, puis fut emmené comme prisonnier en Allemagne.

Une dépêche de Cens annonce également la mort du cardinal Bernardin, archevêque de ce diocèse depuis 1867. Dans l'ordre des préséances du clergé de France, Mgr Bernardin marchait troisième ; les deux prélats avant lui sont Mgr Desprez, archevêque de Toulouse, et Mgr Laviege, primat d'Afrique.

— On se rappelle que le parlement italien avait envoyé à Massanaouah une commission d'enquête parlementaire pour juger des ressources et de la valeur de la colonie d'Erythrée. Le rapport de cette commission vient de paraître. Il expose les conditions de la colonie, qu'il divise en deux parties : la plaine, où le climat est torride et qui ne sera jamais productive, et les plateaux, où le climat tempéré permet la culture. On dit aussi que Massanaouah ne peut avoir d'avenir que s'il sert de débouché au commerce du Soudan. Si le commerce ne devait pas alléger notablement le budget colonial, le rapport déclare qu'il vaudrait mieux abandonner la colonie.

Le rapport ne ménage pas les critiques aux systèmes de gouvernement employés jusqu'ici ; il propose de mettre à la tête de la colonie un gouverneur civil, de donner pleine indépendance à la magistrature, de supprimer l'état de guerre. Il indique de nouvelles économies sur les dépenses militaires. Quant à la colonisation, il explique les raisons pour lesquelles on doit renvoyer à une autre époque toute tentative de diriger sur l'Erythrée l'émigration italienne.

— Aux élections municipales de Lisbonne, qui ont

temps.

Mme Vallencour regagna sa demeure, escortée par son sage conseiller. Le chalet occupé par Mme Barly était tout proche, et l'on voyait les robes claires des six filles de l'amiral flotter de droite et de gauche un peu partout dans l'étroit jardin. Léo, se voyant seul, prit une allure lente et désolée, comme un homme qui ne sait que faire de son temps. La cloche de l'hôtel tintait cependant à toute volée pour le déjeuner, et par les yeux de l'âme il voyait sa mère déployant sa serviette en regardant d'un air inquiet la porte qui donnait passage à tout le monde, excepté lui... Mais il étouffait ses remords, ou plutôt ses remords s'endormaient tranquillement ; il venait, tout en flânant, d'apercevoir le joli visage de Cécile, au-dessus de la palissade du jardin.

Très affairée, en apparence, elle arrosait ses fleurs, avec un arrosoir qui ne contenait plus une goutte de liquide ; ses sœurs lui tournaient le dos et se dirigeaient vers le chalet.

— Mademoiselle, fit Léo à demi-voix. Elle devait avoir l'ouïe très fine, car elle leva la tête aussitôt.

— Pouvez-vous faire venir Tracy, tout de suite ? Cécile le regarda d'un air ébahi, mais sans témoigner le moindre embarras.

— Tout de suite ? sans crier gare ? Et il faut que ce soit moi ?

— Dame ! fit Léo, si c'était moi, il ne viendrait peut-être pas ! Je le connais très peu, quoique je l'aime beaucoup.

La jeune fille réfléchissait. Deux ou trois voix aiguës s'appelaient à l'intérieur de la maison.

— Cécile, Cécile ! viens déjeuner ! Elle releva son arrosoir.

— Envoyez-lui un télégramme, dit-elle d'un air délibéré.

— Son adresse ?

— Tracy, Beaulieu, Nièvre. Il est chez sa mère.

— Et le contenu ?

### FEUILLETON DE LA GAZETTE

## L'HÉRITIÈRE

par HENRY GRÉVILLE

Ayant ainsi parlé, elle se leva et alla rejoindre son mari, qu'elle arracha aux délices de son journal pour le plonger sans préparation dans toutes les difficultés de son rôle de tuteur.

Lina, d'assez méchante humeur, retourna à sa chambre, d'où elle regarda les mouettes voler sur la mer.

Elle n'était satisfaite ni d'elle-même, ni des autres ; tout lui paraissait désagréable ou hostile. Ce n'est pas ainsi qu'elle s'était figuré entrer dans son rôle de fiancée, lorsque, autrefois, elle songeait à ce moment de sa vie future. Sans s'arrêter à des idées bien précises, elle avait souhaité confusément des sourires autour d'elle, des physionomies pleines de bienveillance, et elle-même, fière et tranquille, dans la sérénité d'une résolution approuvée de tous.

Elle avait rêvé entrer dans cette ville nouvelle en passant sous une porte triomphale ; faudrait-il lutter, discuter ? Etait-ce par des tiraillements que serait accompagnée l'aube des fiançailles ?

Certes il y avait là de quoi mécontenter l'âme haïtaine de Lina, et pourtant ce n'était pas la ce qui la troublait le plus. Tout en se dépitant contre l'étrangesse de ses vœux de Mme Vallencour, qui n'avait pas su comprendre la grandeur de ce mariage, où la fortune et le talent combaient les inégalités, elle éprouvait au fond d'elle-même un malaise qui ne provenait pas des causes extérieures.

Déjà la veille, elle avait ressenti ce malaise lorsque Bellet lui avait avoué son amour sans réticences ; la passion excuse bien des petites fautes ; celle-là avait passé presque inaperçue. Mais, au grand jour, sort

de son cadre poétique de lune et de musique, et avec perdit beaucoup de son prestige, et le malaise grandissait.

Comment Bellet s'était-il enhardi à lui parler ? Elle l'avait donc encouragé par son attitude ? Lina sentait la rougeur lui monter au visage au souvenir de ces paroles, et surtout au souvenir de ce qu'elle avait répondu. Elle l'avait encouragé... mieux que cela elle s'était presque engagée... Pourquoi ce presque ? Sa loyauté ne lui permettait pas de tergiverser avec elle-même : elle avait accepté d'être sa femme.

Le soleil cru frappait le sable aveuglant, la vie quotidienne menait son train dans le chalet et au dehors ; des cris, des appels, le braillement des ânes, le gloussement des poules, la fanfare des coqs, le bruit des casseroles remuées dans la cuisine, celui des assiettes et de l'argenterie dans la salle à manger où l'on mettait le couvert, c'était là vie cela. C'était la prose, et au milieu de cette prose, l'image d'Aristide Bellet ne gagnait pas.

— Je l'ai dit, soupira Lina en s'arrachant à ces ennuyeuses méditations, je l'ai dit, et cela sera.

Elle s'assit devant son miroir et s'habilla comme à l'ordinaire, sans plus de coquetterie ; mais ses yeux restèrent tristes, quoi qu'elle en eût.

XIV

M. Vallencour reçut sans broncher la communication de sa femme ; depuis longtemps il avait prévu cet assaut, quoique, à vrai dire, il se fût difficilement imaginé que Bellet trouverait moyen de parler directement à Mlle Lemartroy.

— Je m'en charge, dit-il à sa femme, je le recevrai comme il convient ; je prendrai des renseignements qui ne sauraient me satisfaire, et j'éconduirai le personnage.

— Ce ne sera pas aussi facile que tu le crois, répondit-elle, Lina est entêtée.

— Je le sais, j'en ai fait l'expérience ; sois tranquille, nous en viendrons à bout.

Mme Vallencour n'en était pas aussi sûre ; en attendant l'heure du déjeuner, elle s'en fut à la recherche de Léo, son confident habituel.

Elle le trouva au milieu d'un groupe de jeunes filles, auxquelles il expliquait une théorie complète sur l'art de gagner aux petits chevaux. Cécile l'écouait, avec sa bouche de cerise entrouverte, suivant ses raisonnements, avec une attention extraordinaire.

Comme il fermait la bouche, après avoir dit : « Voilà, mesdemoiselles ! » elle l'interpella d'un air naïf.

— Vous êtes sûr qu'on gagne avec ça, monsieur ? dit-elle.

— Absolument, mademoiselle.

— Alors, comment se fait-il que vous perdiez tout le temps ?

Le petit cercle éclata de rire.

— Permettez, mademoiselle, quand j'ai perdu, c'est que je n'avais pas trouvé ma théorie...

Mme Vallencour profita du brouhaha pour toucher légèrement le bras de Léo avec son ombrelle. Il se retourna brusquement, la vit, et abandonnant son auditoire, l'entraîna à l'écart.

— Il est arrivé quelque chose ? lui demanda-t-il.

— Oui.

— Bellet a fait sa demande ! s'écria-t-il sans hésiter.

— Il vous l'a dit ? demanda Mme Vallencour, surprise.

— Pas de danger qu'il le dise ! Mais ça se voit sur votre visage, chère madame, ça prend donc des proportions d'une catastrophe, que vous êtes bouleversée à ce point-là ?

— A peu près ! répondit-elle, sans pouvoir s'empêcher de rire.

Elle lui raconta ce qu'elle savait.

— Je m'en doutais ! C'est-à-dire, j'aurais dû m'en douter ! C'est ma faute ! Non, c'est la faute de ces Italiens d'hier soir... Oh ! la musique, ça devrait être défendu ! Il n'y a rien au monde de plus immoral. Et alors, il va vous faire sa demande, mon ami



eu lieu dimanche et auxquelles le gouvernement et la finance attachaient une grande importance, les républicains ont perdu tout le terrain qu'ils avaient gagné depuis quelques années. Les monarchistes ont reconquis la majorité dans toutes les circonscriptions de la capitale. Les républicains seront cependant largement représentés, grâce au système de la représentation des minorités par liste incomplète, qui fonctionne depuis longtemps en Portugal à la satisfaction de tous.

— M. de Giers arrivera jeudi à Paris. Pendant son séjour à Paris, il habitera très probablement à l'ambassade de Russie.

— En Bulgarie, les malheureux arrêtés en masse à la suite de l'assassinat du ministre Belichef ne parviennent pas à obtenir qu'on les juge. Leurs mères, femmes et sœurs viennent d'adresser un mémoire aux représentants des grandes puissances.

— En présence des actes de barbarie qui se commettent, des violations des lois et de la constitution, y disent-elles, nous nous voyons obligées de nous adresser à vous, monsieur l'agent, pour vous supplier, au nom de l'humanité, d'intervenir auprès du gouvernement en faveur des martyrs emprisonnés depuis le 15 mars 1891.

Après avoir longuement exposé les graves illégalités commises par les autorités, les signataires du mémoire ajoutent que les agissements du gouvernement démontrent que le but principal n'est pas de rechercher les vrais assassins, mais bien de se servir de cette affaire comme prétexte, pour poursuivre avec acharnement les ennemis politiques du régime actuel.

## Le mouvement ouvrier.

### La grève des mineurs.

Lens, 16 novembre.

Quatre-vingt-dix délégués mineurs assistaient à la réunion d'hier, sous la présidence de M. Basly, député ouvrier du Pas-de-Calais.

Celui-ci a fait tous ses efforts pour éviter la grève. Dans un éloquent discours, il a fait le tableau des misères qui seront la conséquence immédiate du chômage et a invité les délégués à réfléchir avant d'émettre un vote dont la gravité est incalculable. Il vient de recevoir un télégramme du ministre de l'intérieur annonçant que le gouvernement est décidé à reprendre le projet de loi sur les caisses de secours et de retraite pour les ouvriers mineurs, voté par la Chambre précédente et actuellement au Sénat.

En conséquence, dit-il, je vous demande d'ajourner la grève et d'envoyer, avec moi, à Paris, des délégués qui auront la mission de présenter les doléances des ouvriers au président du conseil des ministres, en invitant le gouvernement à donner satisfaction sur ce point. Une fois cette satisfaction obtenue, les mineurs auront conquis une belle victoire, qui améliorera beaucoup leur situation.

M. Basly parle du nouveau projet de création d'une chambre du travail qui serait composée moitié de patrons, moitié d'ouvriers, « institution à laquelle nous aurons recours, dit-il, en vue d'arbitrages, lorsque les compagnies refuseront de faire droit à nos revendications ».

M. Basly termine en signalant qu'actuellement les charbons sont en baisse de 60 centimes en Allemagne, ce qui signifie : Venez vous approvisionner en Allemagne.

Ce discours de M. Basly est accueilli par des manifestations contraires. Une partie des délégués applaudit ; les autres crient : « Pas de délégation ! Grève immédiate ! »

On procède au vote. Il est décidé que le scrutin sera secret ; tous les délégués, appelés nominativement, déposent leur bulletin. 48 se déclarent pour la grève générale ; 46, pour l'envoi d'une délégation à Paris. Il y a un bulletin blanc.

La grève générale est, en conséquence, déclarée.

M. Basly se lève à nouveau. Il déclare qu'il estime avoir fait son devoir en faisant la proposition d'envoyer une délégation à Paris ; mais, maintenant que la majorité s'est prononcée, il se range de son côté. Il ajoute que les mineurs peuvent compter sur son absolu concours ; que, du reste, il interpellera le gouvernement, cette semaine, sur la situation faite aux mineurs du bassin du Pas-de-Calais.

Conformément à ce vote, le chômage a commencé, ce matin, dans le bassin houiller du Pas-de-Calais.

Paris, 16 novembre.

M. Basly vient de recevoir une dépêche lui annonçant que, sur 22,600 mineurs il y a 17,200 grévistes et 5,400 ouvriers au travail.

Ces résultats ne concernent qu'une partie du Pas-de-Calais qui compte en tout 32,000 mineurs.

M. Basly croit qu'en présence de cette proportion de grévistes, la grève sera générale demain.

Il se propose d'interpeller le président du Conseil pour lui demander l'intervention du gouvernement en vue de ramener l'accord entre les compagnies et les ouvriers.

## INFORMATIONS DIVERSES

— On vient de démolir la fameuse tour penchée de Saragosse.

Elle avait été construite en 1504 pour porter l'hor-

— Venez immédiatement...

— Comme à moi, dit Léo en riant. Et signé, comment ?

— Cécile, fit-elle bravement.

Les voix de l'intérieur, renforcées et augmentées, répétèrent ce nom comme un écho légèrement pail-

lard.

— Me voici ! cria-t-elle sans se déranger. Dites-moi au moins ce qu'il y a, fit-elle en tournant son visage rosé vers l'allié de Tracy.

— Bellet a fait sa demande, et il paraît accepté.

— Cécile ! cria la voix majestueuse de Mme Barly.

— Oui, maman ! répondit la jeune fille. En voilà une affaire ! Et dites, monsieur Léo, il n'y aurait pas moyen de le noyer un peu ? Je suis sûre qu'il ne sait pas nager !

— On peut essayer, répondit gravement Léo.

Avec un petit signe de tête très encourageant et une attaque de fou rire contenu, la jeune fille s'élança vers le chapeau, gravit les marches en courant et entra dans l'ombre du porche comme un oiseau qui s'envole.

Dissimulé par un maigre tamarin, Léo la regarda avec regret, comme s'il avait dérangé une fauvette.

— Dire qu'elle est pleine d'esprit ! pensa-t-il. Ah ! si je n'étais pas tellement résolu à ne point me marier ! Est-ce dommage que je sois si bien décidé ! Je ne m'en consolerai jamais !

Il ne put s'empêcher de rire en tordant sa fine moustache et se dirigea vers le télégraphe. Sur la feuille de papier officiel il écrivit la courte dépêche et la signa du prénom de sa jeune amie.

Un peu avant quatre heures, Aristide se présenta chez M. Vallencour. On l'attendait de pied ferme. Quelque désir qu'elle eût d'être présente, Lina n'avait pas osé se trouver là quand il viendrait ; réfugiée dans sa chambre, elle attendait qu'il se fût retiré pour descendre.

M. Vallencour n'était pas un aigle, mais c'était un honnête homme au cœur tendre et à l'esprit géné-

reux. Bellet ne lui plaisait pas plus qu'à sa femme,

loge de la ville et mesurait quatre-vingt-quatre mètres de haut.

L'originalité de cette tour consistait surtout dans une forte inclinaison, qui faisait que l'extrémité du monument surplombait la base de près de deux mètres et demi.

Les habitants de Saragosse voulaient y voir une preuve de l'habileté de l'architecte ; mais la forte crevasse qui s'était produite le long de la tour semblait indiquer le contraire.

Toujours est-il que, malgré une restauration complète datant de 1860, la tour penchée menaçait depuis quelque temps de s'effondrer sur les passants et qu'on a dû procéder d'urgence à sa démolition.

— Les krachs financiers se multiplient en Allemagne. La ville de Unna, en Westphalie, vient d'être mise en émoi par la fuite du banquier Henri Herbrecht, qui a commis des faux pour une somme de 100,000 marks. Le fuyard a été arrêté en chemin de fer. Son comptable s'est brûlé la cervelle.

— On télégraphie de Madras que les expériences privées tentées en vue de produire artificiellement de la pluie ont réussi en partie. Des explosions de dynamite provoquées sur des collines de 600 pieds de hauteur ont amené la pluie dans un rayon de cinq milles.

Il est possible que le gouvernement organise un système tendant à obtenir les moyens de retenir les nuages qui, au cours de la saison sèche, vont crever sur la mer.

— Le *Heracl* reçoit de Buenos-Ayres la dépêche suivante :

« Un terrible cyclone s'est abattu sur la province de Santa-Fé. La ville d'Arroyoseco a été détruite. Il y a eu quarante tués et treize blessés. Dix-huit voitures d'un train qui stationnait en gare ont été renversées par l'ouragan. Beaucoup de personnes sont ensevelies sous les décombres des wagons. »

## CONFÉDÉRATION SUISSE

**Législation.** — La commission du Conseil des Etats pour la loi d'application de l'article constitutionnel sur l'initiative se réunira le 20 novembre à Genève.

— Le délai d'opposition contre la loi sur la condition civile des Suisses établis et en séjour est écoulé. Le référendum n'ayant pas été demandé, la loi entre en vigueur.

**Chemins de fer.** — Les délégués du parti radical lucernois, réunis dimanche à Emmenbaun pendant que les conservateurs écoutaient M. Zemp à Sursee, se sont exprimés favorablement à l'achat du Central, mais ont décidé en même temps de ne pas faire de propagande.

— La conférence des délégués des compagnies qui doit s'occuper du parachèvement du réseau suisse et des mesures à prendre pour la sécurité du trafic se réunira demain, mercredi, à Berne, sous la présidence de M. Weli.

— Le conseil d'administration du Nord-Est a décidé de dépenser, en 1892, 740,000 francs pour installer des sonneries électriques et des signaux d'avertissement dans la plupart des gares du réseau. Une nouvelle gare (420,000 fr.) sera construite à Allstetten et à la gare de Cham on dépensera 58,000 fr. en améliorations.

**Société des officiers.** — L'assemblée des délégués de la Société fédérale des officiers, aura lieu à Genève le 29 novembre. Le samedi 28 novembre, réception familière des délégués par la section genevoise, au Cercle des officiers, 3, rue de l'Hôtel-de-Ville, et le dimanche 29 novembre, à 8 heures du matin, séance dans la salle du Grand Conseil, à l'Hôtel-de-Ville, avec l'ordre du jour suivant : 1° Vérification des pouvoirs ; 2° Rapport du comité central ; 3° Rapport du caissier. Questions financières ; 4° Choix de deux vérificateurs des comptes ; 5° Choix du jury pour le concours ; 6° Rapport de la commission chargée d'étudier les modifications à apporter aux exercices de tir de l'infanterie.

Après la séance, dîner à l'Hôtel du Lac.

**Escroquerie.** — Après les avertissements répétés de la presse, ceux du Conseil fédéral : le département fédéral de justice et police invite les gouvernements des cantons, et par eux les communes, à publier et à répandre de temps en temps, sous la forme qui leur paraîtra le plus convenable au but à atteindre, des avertissements mettant le public en garde contre la bande, aux ramifications nombreuses, d'escrocs espagnols qui, depuis une série d'années, exploitent la crédulité, l'inexpérience (disons la bêtise) de certaines gens par la promesse de trésors à découvrir.

**Mouvement ouvrier.** — Les ouvriers typographes réunis dimanche à Berne au nombre de 300 se sont prononcés pour la journée de travail de neuf heures.

— Les délégués du Grutli zurichois qui ont décidé dimanche dernier de repousser l'achat du Central ont entendu un mémoire de M. Greulich, secrétaire-ouvrier, sur la proposition de M. Steck, concernant le droit au travail. On a décidé de ne pas prendre de résolution avant la grande assemblée socialiste qui doit avoir lieu prochainement à Olten.

M. Frey, conseiller fédéral, assistait à la discussion ; M. Frey, au temps où il était directeur de la *National*

et pourtant il ne voulait pas le condamner sur une simple impression. Il lui fit subir un interrogatoire en règle, non sans s'excuser, en se rejetant sur les exigences que lui imposait son rôle de tuteur, infiniment plus responsable et plus méticuleux que ne l'eût été celui d'un père.

Le résultat de cet interrogatoire ne fut pas favorable au prétendant. Les questions toutes naturelles, posées simplement, tournaient presque toutes au détriment de l'infortuné, malgré le soin qu'il prenait à jouer un rôle aussi beau que possible !

— Aucune fortune ! Mais une place lucrative ? Non ! Des espérances, alors ?

Sur le chapitre des espérances, Aristide pouvait mentir. Il alléguait un cousin riche et sans enfants, qui l'aimait beaucoup, et omit de dire que le cousin avait testé depuis dix ans, au vu et au su de tout le monde, en faveur de sa ville natale.

— En résumé, monsieur, reprit M. Vallencour, qui venait de prendre ses lunettes et de les affermir sur son nez, votre situation sociale est celle d'un poète apprécié, auteur d'un volume de vers et de plusieurs nouvelles ; c'est honorable, fort honorable.

— Homère était poète, monsieur...

Un silence fort lourd tomba sur Aristide, avec cette maladroite allusion à un poète mendiant, quoique illustre. Il sentit la nécessité de se relever.

— Je sais tout ce qui me manque, reprit-il, et je n'aurais jamais osé me présenter, si je n'étais encouragé par Mlle Lemartroy elle-même.

— C'est ce que nous avons compris, monsieur, reprit benigne M. Vallencour. Votre demande nous honore, dans la personne de notre pupille, et nous la prendrons en sérieuse considération. Vous nous permettez, néanmoins, de ne pas vous donner de réponse immédiate, ayant besoin d'en conférer avec Mlle Lemartroy : une chose si grave ne doit pas se décider à la légère...

— Avant d'engager ma vie, de mon côté, j'ai réflé-

Zeitung, a eu sur cette question, avec M. Steck, une discussion, récemment résumée dans une brochure dont nous avons rendu compte.]

### Les anarchistes et la Suisse.

Les anarchistes ne sont plus satisfaits de l'hospitalité suisse. Voici, entre autres insinuations, ce qu'écrivit l'un d'eux, le compagnon Tarabrant dans l'*En dehors*, journal anarchiste parisien :

Trois lignes, dans un journal, stéréotypent mon attention : Un brave garçon, un révolutionnaire, vient d'être expulsé de Suisse. La troisième expulsion depuis un mois.

Ce révolutionnaire, ce brave garçon, je ne le connais pas de façon personnelle. Mais je saisis l'occasion, heureux, trop heureux de pouvoir dire son fait, quelque part, à la montagne hospitalière suisse, au crapuleux gouvernement de cette petite nation de mangeurs de Bible et de marchands de fromages, qui se prévaut habilement d'un vieux renom pour mieux attirer les naifs et les mieux exploiter. Aujourd'hui la Suisse est un grand poste de police, une agence bien ordonnée de sûreté internationale. Les plates-bandes du pauvre Jacques sont pleines de pièges à loup. Les bergeries, les chalets fanfioles et les fanfreluches des Alpes cachent des culs-de-basses-fosses. Guillaume-Tell s'est fait mouchard.

Cinquante expulsions, cinquante arrestations arbitraires en témoignent. La Suisse est devenue pour les révoltés beaucoup plus dangereuse que l'Allemagne, puis aussi que la France, où d'ailleurs les mandrins de la Poigne n'agissent guère que par à coups, plus dangereuse même que la Russie, contre laquelle, en somme, on est suffisamment prévenu. Classés par le furet de toutes les polices, les sans-patrie se sont vu d'abord accueillis bras ouverts par les Helvètes. « On vous exile, venez chez nous. La Suisse est le traditionnel refuge des proscrits. » Ainsi parla le gouver-

nement de Berne. Et de partout accoururent des jeunes gens aux regards brillants, aux traits énergiques. Ce fut une exode rouge. Les immigrants s'installèrent, paisibles, emportant les bibliothèques. Il y eut des louanges. La Suisse apparut bonne fille, et en gens qui savent vivre, les révolutionnaires s'ingénierent par une exagération de calme et de retraite, à reconnaître cette hospitalité généreuse. Mais il s'agissait bien d'hospitalité ! Ce pays de marchands de soupe, ce gouvernement de gros aubergistes n'avaient encouragé l'immigration des réfugiés que dans l'espoir de favoriser un tas de fructueux petits commerces. Les révolutionnaires, austères et légers d'argent, faisant haute dépense ne tardèrent pas à dégringoler du haut de l'estime où ils avaient nichés le calcul de leurs hôtes. Ils devinrent gênants, puis suspects, puis odieux. On leur fit grise mine. On leur ferma des portes. On s'imagina contre eux mille tracasseries.

Puis, un beau jour, Bismarck s'étant avisé de traiter, argent comptant, pour l'expulsion des socialistes allemands réfugiés à Genève et à Zurich, l'honnête petite Suisse trouva très productif de passer des marchés avec toutes les puissances pour la persécution ou la livraison des pourchassés politiques. Et le Conseil fédéral étant à peu de chose près un ramas de brigands madrés et de gens sans aveu, le pli en fut rapidement pris.

D'ailleurs, prévoyante et matoise, la Suisse se garda bien de tarir la source. « Venez à moi les proscrits ! » Le légendaire écrivain était à conserver. Elle le fit répéter à neuf, se posta aux frontières, fit de l'œil à l'anarchie, caressa les longues barbes du socialisme. Ah ! il a dû rapporter gros, ce joli trafic, depuis cinq ans qu'il dure ! Canailles !

... Cette Suisse m'épouvante. Et il n'y a aucune rancune personnelle, quoique, sur la foi du vieux roman, je m'y sois fait pincer comme tant d'autres, et quoiqu'on m'y ait traité sur les routes, entre gendarmes, menottes aux mains. Non ! Les camarades saignés, livrés par l'hospitalité suisse, hospitalité de sonnerie au service d'assassins, parlent plus haut que le chœur de mon égoïsme. Ils crient gare à ceux d'entre nous, révolutionnaires, qui, à la suite d'un psst ! psst ! habilement adressé, se fourvoieraient encore dans ce mauvais lieu, où ils espéreraient trouver la sécurité et le repos.

Jadis ils n'auraient été que la proie des hôteliers, après au gain comme des corsaires. Ils n'auraient eu à subir que l'inquisition de lois indiscrètes et cautelement tyranniques sous des apparences de démocratie. Aujourd'hui, ce serait bien autre chose. Ils seraient vendus, livrés. Je donnerais beaucoup pour savoir quels tourments a supportés l'expulsé de ces jours derniers, dont un journal bourgeois dit le cas en trois sèches lignes. Il a dû bien souffrir ! Est-il besoin de rappeler les révolutionnaires jetés en prison, laissés sans nourriture, plusieurs jours durant, dans les geôles ignobles, où la faim guerroyait contre les rats ? Ce jeune homme attaché à un arbre dans une cour, en plein hiver, cette jeune fille battue jusqu'au sang pour crime de socialisme ! En Russie, sans doute ? Non, en Suisse. Les gendarmes de là-bas n'ont pas de knout, ils n'ont que des pommeaux de sabre. Mais quoi ? On frappe avec ce que l'on a. Et cette vieille mère pour qui fut ressuscitée la question ? Et cette vierge blonde, dix-huit ans à peine, sœur d'un nihiliste pendu haut et court ? Où l'arrêta-t-on ignominieusement, et où, pour mieux la flétrir aux yeux de la foule, la fit-on passer pour une vile prostituée ? Dans quelque bague sibérienne ? Non. Beaucoup plus

chi, dit gravement Bellet, en saluant le tuteur de Lina ; il s'inclina devant Mme Vallencour, qui n'avait pas dit un mot, et sortit, accompagné par quelques paroles polies de l'excellement homme.

— C'est ça que tu appelles garder la neutralité ! dit celui-ci en revenant vers sa femme.

— Que veux-tu, mon ami, ce n'est pas ma faute. Quand j'ai vu sa tête d'hypocrite, mes belles résolutions s'en sont allées, et tout ce que j'ai pu faire a été de ne rien dire. Et puis, tu l'as bien arrangé, toi !

— J'ai rempli mon devoir, dit sentencieusement M. Vallencour. Et maintenant, qu'est-ce que nous allons dire à Lina ?

— La vérité ! Et pour nous maintenir dans la vérité, il faut nous mettre sérieusement à prendre des informations. Je vais écrire à Paris, et en attendant les réponses, nous allons commencer par Favières.

Les informations arrivèrent, absolument banales et insignifiantes ; élogieuses, pour la plupart, mais dans des termes qui étaient toute valeur aux éloges.

— C'est étonnant, disait Mme Vallencour, c'est exactement la même chose que quand on demande des renseignements pour un domestique ; ils sont toujours parfaits, irréprochables ! Et quand on les a, on se demande dans quelle galère ils ont bien pu ramper jusqu'à jour où vous les avez imprudemment laissés entrer chez vous !

— Que veux-tu, répondait philosophiquement son mari, tout le monde n'a pas le courage de son opinion ! On se dit : Qu'ils aillent se faire pendre ailleurs ! et l'on procure ainsi aux gens malhonnêtes le moyen de faire de nouvelles dupes.

— Ah ! si tout le monde était comme moi, s'écria vivement la bonne dame, on en aurait bientôt fini avec ceux-là ! Les maîtres devraient s'entendre pour ne donner que des renseignements absolument exacts, et celui qui aurait manqué à son engagement ne serait plus reçu dans la bonne société !

près, à Lausanne. Et les proscrits jetés au lac par la police, et les expulsés proménés dans des tombereaux à cage comme des bêtes fauves... Gloire à la noble Helvétie !

Puissent les coreligionnaires de M. Tarabrant l'en croire et nous épargner leur visite.

### Le krach de Winterthour.

Zurich, 16 novembre.

Samedi soir, 14 novembre, un avis affiché à la caisse du *Kreditbank* de Winterthour (ne pas confondre avec la *Bank in Winterthour*) annonçait que la caisse était momentanément fermée et, peu d'heures après, ce fut une panique dans tout le monde des affaires. On s'attendait à une crise générale, contre-coup de la situation déplorable des affaires, mais on ne pensait pas que la première victime serait un établissement qu'on croyait solide et bien dirigé, qui l'an dernier encore portait son capital-actions de un à deux millions au cours de 635 francs et dont les comptes, fin 1890, accusaient un fonds de réserve de 500,000 francs. On savait bien que le directeur, M. Manz, était très lié avec le *Bankverein* de Zurich (1) et la Banque fédérale, dans l'administration duquel il siège, mais on ignorait jusqu'où ces relations avaient entraîné l'établissement lui-même.

Le samedi matin, la caisse de la Banque n'ouvrit pas ; à la bourse de Zurich comme à celle de Bâle, les actions du *Bankverein* avaient subi une baisse considérable ; la *Kreditbank* était fortement intéressée à cette valeur ; de là, la catastrophe.

Aussitôt, une commission d'enquête constituée par les établissements de la place en relations avec la *Kreditbank* s'est réunie pour examiner la situation. Elle a été trouvée mauvaise, quoiqu'il soit impossible de la définir exactement avant qu'on sache comment les positions prises dans les actions *Bankverein* pourront être liquidées.

À Zurich, le comité de la Bourse et les maisons de la place ont immédiatement décidé de s'enquérir aussi de la situation du *Bankverein*. On prétend que celle-ci est encore bonne et pourrait être liquidée sans dommage. Afin de ne rien aggraver, il a été décidé que les actions *Bankverein* ne seraient pas traitées en bourse aujourd'hui.

La situation est critique et le coup fatal, pour Winterthour surtout. Un grand nombre de familles bourgeoises, de petits commerçants et d'artisans ont leur argent dans la *Kreditbank*. Plusieurs maisons de Zurich aussi devront participer à la catastrophe, si la faillite est prononcée. On s'efforce de rester calme, mais le cas est difficile.

La *Bank in Winterthour* annonce qu'elle est entièrement couverte pour le compte-courant de la *Kreditbank*, avec laquelle d'ailleurs elle n'a pas d'autres relations.

### NOUVELLES DES CANTONS

**ZURICH.** — Dimanche dernier on a inauguré à Zurich le buste de feu Wilhelm Baumgartner, compositeur et directeur de musique, auteur de plusieurs chants populaires.

**BERNE.** — M. Jolissaint, directeur du Jura-Simplon, a donné sa démission de membre de la commission du Grand Conseil pour la révision de la constitution. L'honorable directeur du Jura-Simplon est actuellement surchargé de travail.

**BALE-VILLE.** — Dernièrement un teinturier de Bâle, attablé dans un café, se faisait fort de pouvoir vider d'un trait un demi-litre d'eau-de-cerises. Un consommateur déclara qu'il paierait volontiers le kirch. On apporta la liqueur et comme il l'avait dit le teinturier la but d'un trait. Le soir, en rentrant chez lui, il tombait sans connaissance sur le chemin, et à 3 h. du matin il était mort.

Cités devant le tribunal, l'aubergiste et le consommateur ont été acquittés, ayant démontré qu'ils avaient sérieusement attiré l'attention du teinturier sur les conséquences de sa bravade, avant de lui fournir les moyens de l'accomplir.

Singulière argumentation !

**FRIBOURG.** — On lit dans le *Vuilly* :

« Un affreux crime a été découvert samedi matin, à Salvagny (Lac). Le nommé B. a été trouvé, au pied de son lit, gisant dans son sang et le corps horriblement mutilé. Le mobile de ce crime doit être le vol. B. était un célibataire âgé de 45 ans. Depuis quelque temps, il vivait dans sa propriété, seul, travaillant ses terres et soignant son bétail. Très avaré et fort original, il n'avait de communications avec personne, sauf pour relations d'affaires. Sa fortune, disait-on, pouvait se monter à 40,000 fr.

Depuis un jour on ne l'avait plus aperçu. Les voisins inquiets pénétrèrent dans sa maison et ne trouvèrent que son cadavre. La préfecture est sur place et la justice informe. »

**TESSIN.** — Le Grand Conseil a ouvert sa session ordinaire d'automne. Il a élu président l'avocat Joseph Avanzini, et vice-président M. Respini.

Parmi les projets présentés, il y en a un sur la construction d'un asile cantonal pour quatre-vingts ali-

(1) Voir notre numéro du 6 novembre sur les exploits de M. Goldberger en Suisse.

— Tu vas bien ! fit-il en riant ; on ne verrait plus personne ! Au bout d'un mois, c'est toi qui serais toute seule avec la Vérité, et tu compterais autant d'ennemis que tu aurais en d'amis ! Il faut se soumettre aux maux qu'on ne peut empêcher, ma chère femme !

— Nous ne nous soumettrons toujours pas à accepter ce Bellet pour mari de Lina ! répondit Mme Vallencour en devenant tout à fait belliqueuse. Léo m'a promis des informations, et je serai bien étonnée si elles sont satisfaisantes.

— En attendant, Aristide avait pris vis-à-vis de Lina l'attitude d'un fiancé accepté. Il marchait à côté d'elle sur la plage, lui parlait à demi-voix, la regardait amoureuxment, avec un mauvais goût dont elle eût été choquée si la conduite de ceux qui l'entouraient ne l'avait mise dans un état d'esprit des plus faucheux.

Tout le monde désapprouvait les manières de Bellet, c'était clair, et la blâmait en même temps de les autoriser. Mme Barly avec ses bons yeux étonnés, les cinq demoiselles Barly, qui ne se gênaient pas pour chuchoter et rire derrière le dos du poète, le silence de M. et Mme Vallencour, tout était fait pour humilier la fière jeune fille. Mais cette humiliation se tournait en colère contre ceux qui la lui infligeaient, et confirmait Lina dans son entêtement.

Un soir, après avoir renvoyé sa femme de chambre, elle méditait d'un air triste, assise près de sa fenêtre, lorsque la vieille Marianne entra discrètement.

Sous prétexte de demander des ordres, elle tourna pendant quelques instants autour de la jeune fille, puis, tout à coup, prenant son courage à deux mains :

— Est-ce vrai, mademoiselle, dit-elle, que ce M. Bellet qu'on voit toujours sur la plage et qui vous parle tout le temps...

— Eh bien, quoi ? fit Lina avec hauteur : tout son orgueil se dressait en elle comme un jeune coq sur ses ergots.

— Est-ce que c'est vrai qu'il vous a demandée en mariage ?

— Quand cela serait ? dit Lina du même ton. Marianne ne répondit rien, et continua d'errer dans la chambre, rongeant ça et là.

— Pourquoi m'avez-vous fait cette question ? insista Mlle Lemartroy.

— Parce qu'on ne dit pas de bien de lui, mademoiselle, et ce serait grand dommage qu'une bonne et belle demoiselle...

— Marianne, fit l'héritière d'une voix brève, je vous engage à vous occuper de ce qui vous regarde, et de cela seulement...

— Mademoiselle a raison, fit la brave femme en reprenant ses manières de domestique bien stylée. Je demande pardon à mademoiselle.

Elle marcha vers la porte, prête à sortir. Lina se rappela soudain combien elle avait pleuré sur le cœur de cette humble amie, le jour où elle s'était trouvée orpheline. Un sanglot lui monta à la gorge, mais elle le contint.

— Marianne, dit-elle...

— Vous avez bonne intention, Marianne, et je vous en remercie. Je sais que vous m'aimez bien.

— Mademoiselle ne se trompe pas... en cela, ajouta la domestique. Je souhaite le bonsoir à mademoiselle.

Lina se sentait le cœur gros d'avoir rudoyé cette femme qui lui voulait du bien. Elle se leva, la retenant sous un prétexte quelconque, et s'approchant d'elle, tout en lui parlant, posa sa fine main blanche sur la grosse main épaissie, avec une pression amicale.

Les yeux honnêtes de Marianne se levèrent sur le joli visage, adouci par un sourire affectueux.

(A suivre.)



création que comme un essai; l'expérience montrera si le besoin de fonctionnaires nouveaux se fait vraiment sentir.

Un débat très long et très touffu s'engage sur l'entrée en matière. Nous le résumons le plus possible.

M. Louis PASCHOD trouve le projet de loi incomplet et insuffisant, parce qu'il institue un contrôle exclusivement sanitaire. Il est très bon sans doute de contrôler les denrées à ce point de vue, mais les falsifications pouvant porter atteinte à la santé ne sont pas les seules dont les fabricants et les négociants se rendent coupables. Il y a toute une série de fraudes que la loi nouvelle n'atteint pas; ce sont celles qui sans faire du produit un poison en changent cependant la nature. Telles sont par exemple les fraudes du commerce du vin; le vin de raisins secs n'est pas en soi un vin malsain, mais le vendre comme vin naturel est une fraude commerciale qui doit pouvoir être réprimée. C'est à quoi le projet ne parvient pas, puisqu'il ne s'occupe que des falsifications nuisibles à la santé.

En outre, le projet réduit considérablement les amendes; il les diminue d'un tiers pour le délinquant qui avoue sa faute, ce qui permet au fraudeur assez habile pour profiter de cette disposition d'échapper à la prison qu'il aurait méritée. Enfin la loi est rédigée dans un jargon scientifique obscur et la procédure qu'elle introduit est incorrecte.

Pour toutes ces raisons, M. Paschoud propose la non-entrée en matière.

Il est bon d'expliquer ici que d'après les dispositions transitoires du projet, la nouvelle loi porterait abrogation de la loi de 1888 sur le commerce des vins, loi qui est l'œuvre personnelle de M. Paschoud et à laquelle son auteur paraît beaucoup tenir.

M. CARRARD défend assez mollement le projet. On ne peut tout faire à la fois, dit-il, et il a paru plus urgent de veiller sur la santé publique que sur la bourse des particuliers. Chaque chose viendra en son temps. L'argument capital de M. Paschoud avait déjà préoccupé la commission. Un de ses membres avait voulu que la loi réprimât toutes les fraudes, les fraudes sanitaires comme les fraudes commerciales, depuis la falsification du pain par des substances toxiques jusqu'à l'augmentation fictive de poids donnée au charbon et au coke par de judicieux arrosages. Mais on s'est bientôt convaincu qu'on ne pouvait pas mettre des ingrédients aussi divers dans le même panier. Il est nécessaire de considérer d'abord le point de vue sanitaire.

Les objections tirées de l'abrogation de la loi de 1888 sur le commerce des vins peuvent être facilement écartées; il suffit de décider que cette loi restera en vigueur; elle peut co-exister avec la loi nouvelle.

Quant à la diminution des amendes, elle a pour contrepartie une autre disposition du projet, qui prévoit la publicité de la peine lorsque le délinquant a agi en connaissance de cause.

M. DEBONNEVILLE constate que c'est surtout le commerce du vin qui préoccupe M. Paschoud. Or la pratique a mis au jour de nombreuses défectuosités de la loi de 1888. Il a paru nécessaire de chercher un autre système et de distinguer nettement entre les fraudes sanitaires et les fraudes commerciales. Le projet ne vise que les premières; le reste viendra plus tard.

M. VIGUERAT, dans le département duquel rentre l'application de la loi sur le commerce des vins, insiste sur les grosses difficultés que cette application a soulevées. Le système des bordereaux va encore cahin-caha, quoiqu'il ait donné lieu à plusieurs procès, mais quand le bordereau est bien en ordre c'est la constatation de la fraude qui devient impossible. En outre, le Conseil fédéral a décidé récemment que pour l'expédition du vin hors du canton, le bordereau n'était pas nécessaire. Il est indispensable d'apporter des modifications à la loi ou de la remplacer.

M. HENRI GAULIS votera contre la loi. Elle est tellement défectueuse, elle donnera lieu à un si grand nombre d'amendements qu'il vaut mieux la repousser d'entrée en bloc. Plusieurs dispositions sont absolument inacceptables; telles sont, entre autres, la remise partielle de l'amende au délinquant qui se soumet, la condamnation du vendeur dont la bonne foi est dûment établie, le séquestre sans indemnité.

M. PAGAUD, qui passe à tort ou à raison dans la salle pour l'autour ou l'un des auteurs du projet, parle pour l'entrée en matière.

Quand on a discuté la loi sur le commerce des vins, dit-il, beaucoup de personnes lui ont reproché de ne s'occuper que du vin; on aurait voulu que les autres denrées alimentaires fussent traitées d'une façon analogue. Aujourd'hui que vient le tour de ces denrées, on trouve que ce n'est pas assez. Il faut cependant marcher par étapes. Allons au plus urgent, aux fraudes qui touchent à la santé publique; elles sont plus importantes que celles qui ne touchent qu'au portefeuille. Si nous voulons être clairs, admettons la division du travail; sinon nous aboutirons à des lois confuses et inapplicables.

Après une réplique de M. PASCHOD, la non-entrée en matière est votée par 70 voix contre 26. Le projet tombe.

#### RAPPORT SUR LES AFFAIRES FÉDÉRALES

M. CAPRÉ donne lecture du rapport semestriel du Conseil d'Etat sur les affaires fédérales. Après la laborieuse discussion qui a précédé, la salle s'est vidée; une trentaine de députés tout au plus sont encore présents.

Le rapport est du reste aussi volumineux que dépourvu d'intérêt. Le Conseil d'Etat a pris grand soin de ne pas toucher aux questions pendantes; il se borne à un exposé historique aussi sec qu'il a été possible de le faire.

Le département de justice et police s'occupe de la loi réglant la position des confédérés établis ou en séjour de la loi sur l'extradition, de l'expulsion de Germani et de l'affaire Burke; il n'apprend pas un mot de nouveau sur ces deux derniers incidents. — L'Instruction publique signale la franchise de port accordée aux communes en matière scolaire. — L'Agriculture signale la révision prochaine de la loi fédérale sur la chasse. — Les Travaux publics exposent l'état actuel de la correction des eaux du Jura et le projet d'accapement par la Confédération des forces hydrauliques. Ici, nous trouvons pourtant une appréciation personnelle: le département est carrément opposé à ce monopole. Il signale aussi en passant le rachat du Central, mais uniquement pour dire que la question ayant été discutée au Grand Conseil, il n'y a pas à y revenir. — Les finances parlent de la loi fédérale réglant la répartition des bénéfices de la régie de l'alcool pour une nouvelle période de cinq ans, et de la révision constitutionnelle relative aux billets de banque. Ici nous nous arrêtons pas si le Conseil d'Etat est pour la banque privée ou pour la banque officielle, mais ils déplorent par avance la perte de 60,000 francs par an que fera le fisc vaudois quand la Banque cantonale n'émettra plus de billets. — Le Département militaire ne dit rien du tout.

M. CAPRÉ s'évertue, dans son rapport personnel, de tirer quelque chose de l'aride document du Conseil d'Etat. Il ne se fait d'ailleurs pas d'illusion sur la portée de la manifestation à laquelle il se livre. « La commission, dit-il, n'a d'autre tâche que de jeter quelques fleurs de rhétorique sur le rapport avant de l'envoyer dormir dans l'éternel oubli. »

Chaque des propositions de M. Capré est du reste immédiatement suivie d'un correctif: le Conseil d'Etat aurait pu ne pas se confiner exclusivement sur le terrain historique et faire précéder les rapports de ses départements d'un rapport général; mais peut-être cette préface eût-elle été aussi inutile que le reste; — l'expulsion de Germani, légitimée par des articles de loi, a paru bien dure; une certaine mansuétude aurait été de saison, ne serait-ce que pour enlever à quelques personnes le prétexte de crier au martyre; peut-être, après tout, n'a-t-on pas eu tort d'expulser, etc.

A propos de la révision de la loi sur la chasse, la commission émet quelques vœux. Le nouveau projet prévoit que les districts francs seront établis pour vingt ans; c'est bien long; cela fait toute une génération de chasseurs et beaucoup de générations de gibier, qui n'auront pas l'occasion de faire connaissance. La Confédération renonce à protéger certains oiseaux, le corbeau entre autres; peut-être serait-il bon de défendre ce dernier bipède qui rend des services à l'agriculture. Quant au principe des territoires affermés, il est féodal et anti-démocratique; on doit le repousser résolument.

Les conclusions de la commission sont adoptées. Il est donné acte au Conseil d'Etat de son rapport sur les affaires fédérales.

#### SUBVENTION AU VEVEY-BULLE-THOÛNE.

En seconde lecture le décret accordant une subvention de 20,000 francs par kilomètre au chemin de fer Vevey-Bulle-Thoune, donne lieu à une discussion.

M. FAYRON-GOÛNE, député de Châtenay-d'Or, propose que la subvention soit portée à 25,000 fr. par kilomètre pour la traversée du Pays-d'Enhaut. Il fait valoir que le district est isolé, d'un accès difficile et que cette partie de la ligne nécessitera de nombreux travaux d'art. Le Grand Conseil avait voté une subvention de 200,000 fr. pour le chemin de fer d'Yverdon à Ste-Groix. Cette somme ne sera pas dépensée. Ne pourrait-on pas la reporter, en partie, sur le Pays-d'Enhaut?

M. MARTINONI constate tout d'abord que la commission, déférant au vœu de M. Bonjour, s'est rendue de nouveau sur le terrain et a examiné le tracé de la route gauche de la Veveyse. Ce tracé, établi avec beaucoup de soin par M. de Vallière, ingénieur, a une longueur de 13,800 mètres. Il est devisé 2,300,000 francs, soit 150,000 francs par kilomètre, comme l'ensemble de la ligne. Ce travail serait très avantageux pour les communes de Blonay et de la Tour qui en ont fait faire les études à leurs frais; ces communes y tiennent très fort. Mais la commission ne modifie pas son opinion; elle estime que le Grand Conseil ne peut pas prendre parti pour un tracé ou pour un autre; la subvention doit être allouée à la ligne dans son ensemble.

Quant à la proposition de M. Fayron-Goune, la commission la rejette, principalement pour ce motif que les communes du Pays d'Enhaut font elles-mêmes au chemin de fer des subventions très faibles: au total, 49,000 francs, dont une bonne part en nature.

M. PERNOUX est pour la subvention de 25,000 fr. Toutes les personnes qui connaissent le pays savent, dit-il, que les communes ne peuvent pas faire davantage. Le supplément de subvention qu'on demande se justifie par l'éloignement de ce district et par l'isolement dans lequel il est resté jusqu'ici.

M. JORDAN-MARTIN adjure le Grand Conseil de s'en tenir à la subvention de 20,000 francs. Faire le contraire, serait créer un précédent déplorable qui pourrait avoir, pour les finances de l'Etat, les conséquences les plus fâcheuses. Il insiste sur le fait que depuis 1886 l'Etat a déjà dépensé, en routes, plus de 400,000 francs pour le Pays-d'Enhaut.

Le Grand Conseil décide de s'en tenir au chiffre de 20,000 francs. Le décret est définitivement adopté.

#### CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES

M. MARTINONI rapporte sur des crédits supplémentaires au budget de 1891. Il s'agit d'une somme totale de 219,313 fr. 35, qui comprend des dépenses de toute nature. Notons: 2600 fr. dans la compétence du Conseil d'Etat; 4000 fr. pour frais d'impression; 2000 fr. pour reliures, 1000 fr. pour chauffage, 8000 francs pour frais de procédure pénale, 5000 fr. pour les maisons de détention, 2000 fr. pour la colonie de Payerne, 10,464 fr. pour finances d'étude (provisions payées aux professeurs), 4000 fr. pour pensions de retraite aux régents émérites, 91,500 fr. pour subsides aux hospices cantonaux, 12,000 fr. au chapitre des forêts, pour chemins, études et constructions; 38,640 fr. pour l'entretien des bâtiments d'usage public, 8000 fr. pour les bâtiments productifs et 11,000 francs pour fonds de car; 2000 fr. pour construction à l'arsenal de Morges; 1700 fr. pour les casernes de Bière, 1000 francs pour les pensions militaires, 1000 francs pour les frais de détention militaires, etc.

La plupart de ces crédits sont votés sans débat après quelques mots d'explication du rapporteur. Le crédit de 2600 fr. dans la compétence du Conseil d'Etat est destiné à solder le subside de 2500 fr. envoyé aux incendiés de Meiringen et à permettre l'envoi d'un nouveau subside de 1500 fr. aux incendiés de Rebsenstein, de Sclanissot et de Ladr.

La subvention de 91,500 francs aux hospices cantonaux arrête un instant l'assemblée. La commission fait remarquer qu'on avait porté primitivement au budget 281,000 francs pour les hospices. Avec le crédit supplémentaire de 91,500 francs on arrive à un total de 372,500 fr. C'est une augmentation de 30 0/0. Cette année on a porté au budget un crédit de 300,700 fr. Ne sera-t-il pas insuffisant?

M. DEBONNEVILLE, conseiller d'Etat, s'efforce de justifier l'importance du crédit supplémentaire demandé pour 1891. L'année est exceptionnelle. Il a fallu faire à l'hôpital de nombreux aménagements pour les cours de l'Université; les malades ont été plus nombreux que d'habitude, grâce à la fièvre typhoïde; les denrées alimentaires ont coûté plus cher, etc. M. Debonneville pense qu'on pourra s'en tirer, en 1892, avec le crédit porté au budget.

#### UN INCIDENT

Les crédits supplémentaires, tous adoptés au surplus, donnent lieu à un incident.

M. EMILE FAYRE remarque qu'au chapitre des forêts figure une somme de 1200 francs pour transport de sapins et branchages en vue des fêtes universitaires, et au chapitre des bâtiments diverses sommes pour réparations, en vue des mêmes fêtes. Que signifient ces demandes de crédit, dit-il? Quand nous avons voté 22,000 francs pour la part de l'Etat aux fêtes d'inauguration de l'Université, on nous a donné l'assurance formelle que cette somme suffirait et qu'on ne demanderait pas un sou de plus aux contribuables. Or, voici qu'on demande des crédits nouveaux. C'est donc que la somme votée n'a pu suffire? Le Grand Conseil est sans doute assez mal placé pour faire cette observation, les députés ayant largement pris part à la fête; mais le peuple, lui, peut demander à être renseigné.

« Je constate de plus que quand nous avons voté le crédit de 22,000 francs, on nous avait dit qu'il s'appliquerait non seulement aux fêtes universitaires, mais à l'inauguration d'une statue qu'on nous promettait. C'est même pour ce motif que j'ai retiré mon opposition. Or, nous n'avons pas eu d'inauguration de statue, et il était impossible qu'on ne sût pas que la statue ne serait pas prête. »

« Je proteste contre la manière dont on a traité le Grand Conseil. On s'est servi de ce moyen pour lui faire voter les crédits. Je constate devant le pays qu'on l'a trompé. »

Ces discours soulèvent de violentes protestations à la table du Conseil d'Etat.

M. RUFFY prend la parole. Il déplore que M. Favre ne se soit pas renseigné avant de se livrer à ses attaques. Le crédit de 22,000 francs n'est nullement en cause; il ne sera pas dépassé; on ne demande rien aujourd'hui au Grand Conseil pour les fêtes universitaires et on ne lui demandera rien à l'avenir. Les crédits supplémentaires en discussion sont d'une toute autre nature. L'Etat, propriétaire de bâtiments, a agi comme tous les autres propriétaires de Lausanne; il les a décorés pour les fêtes universitaires et les a réhabilités en conséquence. Ces dépenses, analogues à celles qu'il supporte tous les Lausannois, n'ont rien à faire avec le crédit spécial demandé pour les fêtes universitaires.

« Quant à la statue, — ajoute M. Ruffy, — ce n'est pas à nous qu'il faut s'adresser pour savoir qui a entravé ce projet... ce magistral projet... dont nous poursuivons toujours la réalisation. Il n'a pas dépendu de nous que la statue ne fût pas prête. Adressez-vous ailleurs! »

M. FAYRE réplique.

« Je comprends dans une certaine mesure, dit-il, la distinction faite par M. Ruffy entre le crédit de 22,000 francs et ceux qu'on nous demande à cette heure. Mais ce ne sont pas moins des frais occasionnés par les fêtes et que nous payons en plus de ce que nous avons voté. Je ne les voterai pas aujourd'hui. »

« Quant à la statue, on nous dit de nous adresser ailleurs. Je constate que, même si personne ne s'était écarté contre ce projet, la statue n'eût pas été prête, et qu'on ne la savait. »

M. RUFFY ne répond rien.

Après quelques mots d'explications de M. VIGUERAT sur les réparations que l'hiver rigoureux a forcées de faire aux bâtiments de l'Etat, la discussion est close. L'ensemble des crédits supplémentaires est voté et la séance est levée à 6 1/2 heures.

Ce matin le Grand Conseil a adopté:

Le décret autorisant la commune de Lausanne à faire les expropriations nécessaires pour la correction des rues du Pré et du Flon;

Le décret autorisant l'Etat à acheter deux maisons de la rue de la Cathédrale;

Une loi suspendant l'application de la loi sur l'inscription des droits réels dans un certain nombre de communes.

Parquet. — Le Conseil d'Etat a nommé substitut du procureur-général M. Paul André, avocat. Il remplace M. Gross, nommé greffier du Tribunal cantonal.

M. Paul André rentre ainsi dans la magistrature après plusieurs années passées à l'étranger. Il fut pendant un certain temps juge d'instruction cantonal, fonctions qu'il quitta pour le mandat de député au Grand Conseil et de conseiller national. M. André a siégé aussi dans la municipalité de Lausanne.

Conformément à la loi de 1837, M. André a été assermenté ce matin par le Tribunal cantonal.

Tribunal cantonal. — Le tribunal cantonal s'est donné ce matin un nouveau greffier-substitut en la personne de M. Jules Glardon, député du cercle de Vallorbe, actuellement greffier-substitut du tribunal de Lausanne.

M. Glardon a donné immédiatement sa démission de député de Vallorbe, le mandat législatif étant légalement incompatible avec ses nouvelles fonctions.

Cully. — L'Etat de Vaud fera miser pour trois ans, le 28 novembre, à l'Hôtel-de-Ville de Cully, la pêche du lac de Bret.

Moudon. — Trois élèves réguliers de l'école de fromagerie de Moudon: MM. Georges Chevalley, de St-Sulpice; Victor Beuchet, de Vugelles; Agénor Besson, de Valleys-sous-Rances, ont subi avec succès l'examen de sortie et ont obtenu un diplôme.

Pomy. — Le village de Pomy possède depuis quelques jours un bureau télégraphique.

Payerne. — Hier, lundi matin, à 5 h. 50, dit le *Journal de Fribourg*, un tamponnement, occasionné par une fausse aiguille, a eu lieu à l'arrivée à la gare de Payerne, entre le train venant de Morat et celui venant d'Yverdon. Les deux machines sont fortement endommagées, ainsi que deux fourgons et une voiture de voyageurs; le fourgon du train de Morat a déraillé et s'est mis en travers de la voie. Les employés et les voyageurs, qui étaient assez nombreux en raison de la foire de Moudon, n'ont eu heureusement aucun mal, malgré une forte bousculade. On prétend que le malheur aurait été bien plus grand si les freins à air n'avaient pas fonctionné.

## LAUSANNE

Théâtre. — On annonce pour jeudi un des grands succès du Vaudeville: *Un conseil judiciaire*, comédie en trois actes de Jules Moineux et A. Bisson. Les principaux rôles seront tenus par MM. Monplaisir, Alphonse et Gustave Scheler et par Mmes Berthe Malet et Baillat.

#### Chronique musicale.

Les matinées-concerts organisées par la Société pour le développement de Lausanne ont gagné leur cause et tout fait prévoir pour l'hiver une série bien fournie. Plusieurs amateurs ont concouru, à côté de l'Orchestre, à leur réussite. On a beaucoup applaudi, il y a quelques jours, une jeune pianiste d'avenir, Mlle R. Emery, dont le jeu ferme et brillant a été très goûté. Mercredi dernier, M. Bourgeois y chantait, avec un grand succès, de sa belle voix de ténor, une composition de beaucoup de caractère, écrite par M. Maurice Ramelet sur des vers de M. Richépin: *Ce que dit la pluie*. Il y avait foule au point que toutes les places étaient prises.

Samedi dernier, c'était le tour de M. Koch, violoncelliste de l'Orchestre. Cet artiste de mérite a montré beaucoup de sentiment artistique dans l'exécution d'un *Nocturne* de Chopin et une admirable virtuosité dans la *Tarentelle* de Popper. M. Schreiber a charmé son auditoire par la délicatesse de son accompagnement.

L'Orchestre a fort bien composé ses programmes et y a introduit plusieurs morceaux qui n'avaient pas encore été donnés dans nos concerts.

#### Chronique de Paris.

(De notre correspondant particulier.)

Paris, 16 novembre.

Les gymnastes. — Le centenaire de Meyerbeer. — Nouvelles des théâtres. — Les phénomènes atmosphériques. — Chauffage des omnibus. — A quelque chose malheur est bon.

Pour se persuader de l'importance croissante que prennent chaque année, en France, le développement de la gymnastique et tout ce qui tient aux exercices corporels, il n'y avait qu'à se trouver hier à l'Hippodrome. Cette immense salle contenait à peine les parents et les amis des gymnastes de la Seine, dont l'association célébrait sa neuvième fête annuelle.

Il est vrai que bien des spectacles fort courus ne valent pas celui-ci. Les gymnastes nous ont donné hier le dessus du panier de leur programme: voltige, travail aux appareils, exercices individuels et mouvements d'ensemble, tout a été couvert d'applaudissements. Ces derniers surtout, exécutés par les délégués de cinquante sociétés, ont provoqué un véritable enthousiasme. Les gymnastes français sont de dignes émules des gymnastes suisses que nous avons admirés cet été au Trocadéro et au Champ-de-Mars.

La fête était présidée par M. Yves Guyot, qui a prononcé à la fin une allocution destinée à affirmer l'importance que le chef de l'Etat et ses ministres attribuent au développement physique de toutes les classes de la société. La gymnastique prépare des hommes robustes pour l'armée, et de bons citoyens pour l'Etat. Très applaudi aussi, le discours du ministre des travaux publics.

\*\*\*

Samedi, l'Opéra a célébré par une représentation exceptionnelle le centenaire de la naissance de Meyerbeer. On s'était arraché à l'avance les fauteuils et les loges à peu près autant pour *Lohengrin*, affaire de mode sans doute et attrait d'une soirée de gala, car la musique du compositeur berlinois n'est pas de celles qui s'entendent rarement à l'Académie nationale.

Le programme était ainsi composé: ouverture de *Struensee*, premier acte de *Africaine*, tableau de *Robert-le-Diable*, cérémonie de *Robert-le-Diable*, et quatrième acte des *Huguenots*, ce dernier selon la tradition ancienne et avec le personnage de Catherine de Médicis, que la censure de M. Thiers avait jadis supprimé.

Entre la troisième et la quatrième partie, Mounet-Sully, entouré de tous les artistes de l'Opéra, a dit des vers de M. Barbier à l'adresse de Meyerbeer, représenté par son buste en plâtre:

Vis donc et répands-nous ton âme et ton génie,  
Maître aimé... répands-nous cette clarté bénie,  
Où des haïnes d'autant s'apaise le transport!  
Jette des chants d'oiseau dans les bruits de l'orage,  
D'un rayon souriant conjure le naufrage!  
La colère est l'écueil! Le génie est le port!

Salle très brillante et très enthousiaste de la musique allemande. Parmi les assistants, M. Carnot et sa famille dans la loge du chef de l'Etat.

\*\*\*

La soirée du centenaire a été la seule solennité théâtrale de la semaine. La transmission des pouvoirs de la direction de l'Opéra à celle qui doit lui succéder le 1<sup>er</sup> janvier, vient de donner lieu à un petit incident. M. Bertrand doit inaugurer sa prise de possession par la représentation de *Salambô*, mais pour monter à temps l'opéra de M. Rey, il faut un local pour les répétitions. A la demande qui leur en a été faite, MM. Ritt et Gailhard ont répondu que les chœurs, déjà occupés à répéter *Tamara*, ne pouvaient guère mener de front l'étude de deux opéras; ils offraient donc à leur successeur de lui céder l'opéra de M. Bourgault-Ducoudray, et à cette condition ils seraient heureux d'accueillir sa demande au sujet de *Salambô*.

Cette négociation compliquée n'est ainsi pas encore arrivée à une solution.

Aux obsèques de Thiron, qui ont été célébrées lundi dernier au Père-Lachaise, après une cérémonie religieuse à l'église Saint-Roch, M. Claretie s'est associé aux éloges unanimes décernés par la presse à l'excellent artiste. Il a insisté aussi sur le courage avec lequel Thiron a lutté pendant plusieurs années contre la maladie et la souffrance, pour retarder autant que possible le moment de sa retraite. La Comédie-Française avait envoyé une superbe couronne de roses et de lilas, avec cette simple inscription en lettres d'argent: « A Thiron, la Comédie-Française. »

\*\*\*

L'été de la Saint-Martin, auquel nous devons les bourrasques de la semaine, nous a ramené la pluie avec le dégel. Entre le brouillard et les nuages, les Parisiens ont été fort en peine pour observer les phénomènes célestes que M. Flammarion et d'autres savants ont soin de leur signaler dans les journaux. L'éclipse de lune de 14 est restée aussi invisible que les étoiles filantes du 12.

La déconvenue était donc grande parmi les nombreux amateurs de sciences astronomiques qui se sont rendus la nuit dernière au laboratoire de la Tour-Saint-Jacques. Même de ce point élevé on ne pouvait rien observer du tout. Ce laboratoire, organisé par la ville de Paris, avec le concours de savants de l'Institut, est destiné à vulgariser l'étude de l'astronomie et de la météorologie; on y donne des cours gratuits qui sont fort appréciés.

Aurons-nous cet hiver les omnibus chauffés? Voilà une question d'actualité et fort importante pour la population de Paris. Le problème est évidemment difficile à résoudre, puisqu'il s'agit de voitures ouvertes, auxquelles le va-et-vient perpétuel de voyageurs montant et descendant empêche d'adapter une porte. Pour le moment on discute sur le système préférable: les poêles, les bouillottes, le chauffage à l'acétate de soude, les thermosiphons et bien d'autres procédés ont leurs partisans et leurs adversaires. Espérons qu'on finira par choisir et que nos arrières-neveux ne seront pas les premiers à jour d'un progrès que le conseil municipal a réclamé de la compagnie, il y a déjà plus d'une année.

Comme toutes choses humaines, les accidents de chemins de fer présentent aussi un côté à peu près comique. Si le parquet n'y avait mis bon ordre, la liste assez longue des petites industries fantaisistes qui s'étaient dressées une grande ville comme Paris, se serait enrichie d'une nouvelle catégorie, celle des « fausses victimes des compagnies de transport. »

L'inventeur du système est un nommé Jouan, qui passant à Saint-Mandé immédiatement après la catastrophe, s'empressa d'aller

s'étendre sur le talus en poussant des gémissements à fendre l'âme. Grâce à cet ingénieux stratagème, Jouan toucha de la Compagnie de l'Est une indemnité de sept cents francs. Il avait bien voulu traiter à l'amiable, et s'était montré coulant sur la somme. Malheureusement on a eu vent de ce truc, et le parquet a fait arrêter son trop habile auteur, se réservant de le poursuivre pour escroquerie.

## DÉPÊCHES

Berne, 17 novembre. — M. Conrad Eggenchwyler, rédacteur du *Bund* de 1868 à 1890, est mort d'une attaque d'apoplexie. Le défunt était né en 1845 à Matzendorf (Soleure). Il a publié en 1874 une Histoire de la Commune de Paris et en 1878 une biographie de M. Thiers.

Berne, 17 novembre. — M. Fierz-Landis écrit au *Bund* que les adversaires de l'achat du Central se faisant une arme de ce que l'action Central est payée d'un titre de rente à valeur nominative de 1000 francs, il ne doute pas que le consortium allemand-suisse qui a passé le contrat de vente ratifié par l'Assemblée fédérale, dans le cas où ce contrat serait ratifié par le peuple, ne consentit à renoncer à ce que le titre de rente fédéral à créer portât la mention d'une valeur en capital. Le consortium se contenterait de la mention de la rente annuelle, comme c'est le cas de la rente italienne par exemple.

Berne, 27 novembre. — Dans sa séance de ce matin, le Conseil fédéral a décidé de proposer aux Chambres un article constitutionnel ainsi conçu:

« La fabrication et la vente des allumettes appartiennent exclusivement à la Confédération. »

« La législation appliquera ce principe. »

Lucerne, 17 novembre. — Les recettes du Gothard pour le mois d'octobre sont de 1,440,000 fr. (1,233,418 en octobre 1890).

Bellinzona, 17 novembre. — On a découvert de nouvelles fresques de prix dans l'église de *Angioli*, de Lugano. Les connaisseurs les attribuent à Bramantino.

Dans une rixe, un Italien a été tué hier par ses compatriotes à Cresciano (district de la Riviera), puis son cadavre a été jeté dans le fleuve.

Le nombre des signatures recueillies contre les tramways électriques est jusqu'ici de 15 à Locarno et 86 à Lugano. Beaucoup de citoyens retirent les signatures déjà données.

Berlin, 17 novembre. — Vu la hausse des grains, le ministre de la guerre demande pour la nourriture de l'armée une augmentation de crédit de 8,764,000 marcs.

Vienne, 16 novembre. — La *Nouvelle Presse* annonce que le roi Milan a signé un acte par lequel il renonce à tous les droits que la constitution lui conférait en Serbie.

Vienne, 17 novembre. — Le *Tagblatt* ayant prétendu que l'empereur, dans une entrevue avec le député polonais Jaworski, lui avait exprimé des inquiétudes au sujet du maintien de la paix générale, une véritable panique s'est emparée de la Bourse de Vienne, bien que la nouvelle du *Tagblatt* eût été immédiatement démentie.

Dans la séance d'hier de la délégation hongroise, le comte Kalnoky a répété que le discours du trône ne peut donner lieu à aucune inquiétude, lors même qu'il rend attentif à la contradiction entre les assurances générales de paix et les préparatifs de guerre continuels. Le ministre espère que cette situation tendue trouvera une solution pacifique.

Les traités de commerce seront soumis au parlement au commencement de décembre et devront entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> février 1892.

Relativement à la débacle de la Bourse, le comte Kalnoky remarque que le public ne sait pas rester dans le juste milieu. Un mot sérieux, exploité dans un but privé, a suffi pour provoquer une panique que rien ne justifie.

Londres, 17 novembre. — Une dépêche de Paris au *Standard* prétend que lord Salisbury a annoncé à Rustem pacha que, quoiqu'il soit impossible de fixer une date pour l'évacuation de l'Egypte, le gouvernement anglais n'est pas opposé en principe à l'ouverture des négociations.

Paris, 17 novembre. — Les dépêches du gouvernement du Brésil et les dépêches privées venant de New-York sont toujours contradictoires.

Paris, 17 novembre. — La commission tirée au sort par les bureaux de la Chambre pour examiner l'élection de M. Lafargue se compose de MM. de Lacerelle, Leduc et Goirand, de la gauche, Le Cerf, de la droite, et Borie, boulangiste.

Elle a désigné comme rapporteur M. Goirand, radical, et a entendu l'élu de Lille sur la question de savoir s'il est ou non Français.

M. Lafargue a dû reconnaître qu'il n'a jamais passé à la conscription et que son nom ne figure pas sur les listes électorales. Il prétend que tous ses papiers lui ont été enlevés à Arras en 1871, ce qui lui rend difficile d'établir sa nationalité.

Quelques bagarres ont eu lieu hier dans le bassin bouillier du Pas-de-Calais entre les grévistes et les mineurs qui voulaient travailler.

Alger, 17 novembre. — Une fête brillante a été donnée ici aux officiers d'un navire de guerre russe actuellement en rade d'Alger. Des toasts chaleure



